



# Résistances



## Crise financière : la finance contre l'humanité

Un des refrains que l'on peut entendre depuis la crise financière est : « Les marchés financiers, quand ils fonctionnent bien, créent de la richesse, par exemple pour financer les retraites ».

C'est la première chose à dénoncer : « il y a quelque chose de religieux, de magique dans la fascination exercée par le gain boursier qui apparaît comme le fruit d'un miracle. C'est la multiplication des petits pains ». (« La Démence sénile du capital » de JM Harribey, co-président d'ATTAC)

Un marché financier ne crée rien, il organise une bulle qui, lorsqu'elle dépasse la production de trop, éclate : ces 30 dernières années, le volume financier s'est multiplié par 40, alors que celui des biens n'a que quadruplé. La bulle devait éclater tôt ou tard.

Les marchés ne créent aucune richesse supplémentaire pour les retraites. Ils répartissent autrement ce qui est créé par le travail productif.

Le secrétaire national de l'UMP, Patrick Devedjian déclarait que « *cette crise était née d'une infraction, d'un hold up* ». Non, elle est la conséquence de la spéculation qu'autorise le fonctionnement de notre monde libéral.

Le bon fonctionnement du système monétaire et financier actuel repose sur une croissance continue du crédit. C'est une véritable machine à produire du crédit. Or, tout crédit à pour contrepartie une dette, et produire toujours plus de crédit revient à produire toujours plus d'endettement. La quantité d'endettement acceptable ayant des limites, ce système ne peut qu'être insoutenable à terme.

Rappelons-nous que le candidat Sarkozy vantait le modèle américain, allant même, en avril 2007, jusqu'à annoncer qu'il réformerait le crédit hypothécaire français pour l'aligner sur le système américain à l'origine de la crise des « subprimes ». Il trouvait nos banquiers trop frileux...

Devant les risques réels de l'effondrement du système monétaire et financier, nos Etats libéraux font ce que le crédo libéral interdit : ils interviennent massivement depuis septembre pour sauver le système bancaire et financier : aux Etats-Unis, nationalisation des 2 plus grands établissements de crédits (Fannie Mae et Freddie Mac), du plus grand assureur mondial (AIG), rachat pour 700 milliards de \$ des actifs « toxiques » des banques (plan Paulson). (suite au verso)

**ATTAC Biterrois**  
[enkidou@orange.fr](mailto:enkidou@orange.fr)  
 Réunions les 1<sup>er</sup> et 3<sup>ième</sup>  
 vendredis du mois à  
 Béziers. 18h30, 30  
 avenue Victor Hugo,  
 Béziers.

Renseignements Alain  
 06 23 79 36 76

**ATTAC Jaur Sommail**  
 Lacigale-

[stpons@wanadoo.fr](mailto:stpons@wanadoo.fr)  
 Réunions le 2<sup>ième</sup>  
 mercredi de chaque  
 mois au tabac La Cigale  
 (Route de Castres à  
 Saint Pons) à midi et  
 demi. Renseignements  
 Pierre 04 67 97 17 88  
 Permanence mercredi  
 sur le marché de Saint  
 Pons

**ATTAC Bédarieux**  
 Réunions le 2<sup>ème</sup> jeudi  
 de chaque mois.  
 Renseignements Denis :  
 04 67 95 14 99

**SITE ATTAC  
 BEZIERS :**  
<http://attacbeziers.free.fr>

**Conférence-débat avec Jean-Marie Harribey,**  
 (économiste, co-président d'ATTAC), **le jeudi 13 novembre,**  
 à 19h, salle de la CIMADE, 14 rue de la Rotonde à Béziers

Et ce M. Paulson (secrétaire d'Etat au Trésor des USA), ou M. Ben Bernanke (directeur de la Réserve fédérale) sont de farouches partisans de la déréglementation des marchés !

La démarche est difficile à comprendre, la conversion est surprenante et elle heurte le bon sens moral le plus élémentaire : pourquoi les frasques des spéculateurs seraient-elles endossées par la collectivité ? Pourquoi faut-il que les capitalistes se permettent de dire : pile, nous gagnons, face, vous perdez ?

Parce que le capitalisme financier place la collectivité devant un dilemme cruel : ou bien on ne le sauve pas et il entraîne dans sa chute le monde entier, ou bien on le sauve mais en lui donnant l'argent dont il va se servir pour repartir de plus belle.

Pour le reste, on ne change rien ! Nicolas Sarkozy, son Premier Ministre et son Secrétaire général, affirment que les « réformes vont continuer de plus belle », une fois « moralisé » le capitalisme. Ainsi, la privatisation de la poste va mettre les dépôts en otage de la Bourse, alors que les fonds de pension se déclarent au bord de la cessation de paiement.

Le plan Paulson ne vise qu'à éviter les conséquences les plus terribles de la crise mais n'envisage pas d'en éradiquer les causes. Cette débâcle des marchés financiers et l'intervention massive des Etats marquent la faillite du dogme libéral. La régulation des marchés par les marchés eux-mêmes mène tout à droit à la catastrophe.

La « richesse » financière n'est rien. Elle n'est que le droit de s'approprier une partie de la vraie richesse, celle qui est créée par le travail. Warren Buffett (l'homme le plus riche du monde), déclare : « Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner ».

« Il n'est de richesse que d'hommes » disait Jean Bodin au XVIe siècle. Autrement dit, si le monde est riche, c'est grâce aux pauvres qui travaillent.

## EST-CE LA FIN DU MONDE?



## MEIRIEU à BEZIERS

Comme suite à la venue de Philippe MEIRIEU à Béziers, le 17/10/08, à la demande de l'EDEC, je me permets de rapporter ici un certain nombre de ses propos tenus sur le thème de l'Education.

Un constat: pour 25% des jeunes en 6ème, l'ordinateur accapare leur attention entre 3 et 4 heures par jour ! à cela s'ajoute une forte présence de la télévision qu'ils regardent en moyenne de ½ à 1 heure chaque matin. De plus, 53% des enfants possèdent une télé dans leur chambre (quid de la surveillance parentale ?) Quant on sait que le marché matinal de la télé se partage entre M6 et TF1, chaînes qui se sont aperçues que les génériques de fin de dessins animés entraînaient le zapping des ados, aussi ont-elles supprimé ces génériques afin de capter leur auditoire qui doit rester devant la publicité. La France ne respecte pas en cela la législation européenne sur la publicité, contrairement à d'autres pays qui ont interdit ces messages 5mn avant et après les émissions enfantines. Mais il faut savoir que 43% des achats parentaux sont guidés par leur progéniture. Ceci peut expliquer cela.

Cette omniprésence de ces médias et l'attitude parentale engendrent que ces enfants ont perdu 1h30mn de sommeil par jour et qu'ils arrivent fatigués à l'école. Non seulement ils sont fatigués, mais surexcités, et leur capacité d'attention continue qui était de 4 mn en 1970 n'est plus que de une minute!

**A qui la faute ?** Aux adultes qui ont créé ce système basé sur le capitalisme pulsionnel. Les enfants fonctionnent maintenant par pulsions; on leur dit: fais ton caprice, veux tout et tout de suite, exige, on doit te satisfaire (voire ce qui se passe dans les grandes surfaces ou pour éviter les pleurs les parents achètent). Pour l'ensemble de la société, la publicité et la télé sont des vecteurs de ce capitalisme; le téléphone portable étant le symbole de cette attitude: on doit pouvoir être joint à tout moment, et l'on doit joindre selon notre gré. (A Outreau, si le portable n'avait pas existé, sans doute n'y aurait-il pas eu « d'affaire » car l'enfant aurait dû se déplacer pour trouver un poste fixe et ainsi aurait eu le temps de la réflexion).

Tout ceci est anti-éducatif car l'éducation doit pousser l'être à mener une réflexion qui sursoit aux impulsions. « Réfléchis avant d'agir » doit être le leitmotiv. Nous devons ainsi privilégier le désir et non la pulsion, car la satisfaction d'un désir engendre un autre désir alors qu'une satisfaction de la pulsion est une fin. L'enfant ne se construit plus, et l'on peut arriver à des extrêmes: insultes, coups contre les enseignants etc. Et l'adulte, pour réfréner cette violence met en place un système répressif qui s'accroît en fonction des événements. Le premier niveau consistant à dire que l'enfant est hyperactif, et on lui administre des drogues pour le « calmer ».

Il faut changer cela, conscientiser les jeunes. Il faut renoncer à cette société du caprice et lutter contre ceux qui prônent la répression afin de revenir à une éducation- formation qui permettra aux enfants d'exercer une activité sachant que 60 % des jeunes de 6ème exerceront un métier qui n'existe pas encore.

Mais, depuis un an et demi, que d'attaques contre notre système ! Il n'est pas de jour qu'il n'y ait une proposition, une mesure émanant du pouvoir. Cette pléthore nuit à la réaction du milieu éducatif. Parmi ces mesures citons:

- **la fin de la carte scolaire** qui, contrairement à ce qui est dit, va engendrer, non pas le libre choix des parents, mais ouvrir aux écoles le choix de leurs élèves; on va ainsi vers la privatisation de l'école publique.

- **la suppression du samedi matin** : celui-ci aurait dû être maintenu, et devenir un temps d'échange entre les enseignants et les parents. Aujourd'hui, il est impossible d'organiser ce temps, vu la concentration des cours sans oublier que pour les élèves en difficultés, la journée sera plus longue avec des séances le matin, le midi ou le soir. Que de changements relationnels si le samedi matin des parents étaient venus voir comment cela se passe dans une classe!

- les nouveaux programmes du primaire ont été élaborés en 8 jours, sans concertation aucune ; nous revenons à ceux de 1924. Avec eux, on ne peut plus ouvrir l'esprit en replaçant les choses en perspective.

- **la suppression des IUFM** : cela entraîne la fin des stages, et ainsi des bacs+5 se retrouveront du jour au lendemain devant des élèves qu'ils n'auront jamais côtoyés. Pour leur formation, les universités feront comme bon leur semble et l'Etat qui pense que la concurrence permettra une bonne formation se trompe lourdement: il suffit pour s'en convaincre de voir ce qui se passe aux USA. Quel désastre !

Les grands enjeux sont au nombre de trois :

**1- démocratisation de l'école** : si l'accès à l'école s'est démocratisé, tout un chacun pouvant y aller, par contre la démocratisation de la réussite n'existe pas. Auparavant, des élèves pouvaient être frustrés de ne pas aller au lycée, vu leurs origines, mais aujourd'hui, où l'on fait croire que tous y ont accès, que d'amertume, de violences de la part de l'élève qui n'est pas admis et sur qui on reporte la faute de son échec! 5 à 10% des élèves sont en grand échec scolaire, en particulier ceux issus de l'immigration et des milieux défavorisés, et le gouvernement supprime les aides aux devoirs et soutiens scolaires! Ces enfants se disent alors « je suis nul, je n'ai rien à gagner et aussi rien à perdre » et ils peuvent devenir violents. Certes, cela coûte cher de lutter contre cet échec scolaire, et les 20% d'élèves en échec coûtent autant que les 80% d'autres, mais cela ne doit-il pas être un des buts de notre éducation nationale que de les prendre en charge? Il faut savoir que les classes préparatoires aux grandes écoles qui ne recrutent pas dans ces milieux défavorisés, ouvriers, etc. coûtent

au budget du ministère 16 fois plus chers que les ZEP.

**2- il faut lutter contre les programmes scolaires qui sont en retrait.** Ainsi, les cours de sports, arts, etc. qui aident à former l'homme, ne sont plus dans les priorités. Le gouvernement souhaitant que l'individu s'assume sur ces sujets, ou bien que les collectivités territoriales les prennent en charge. Il considère que l'Etat ne doit fournir qu'un minimum, le reste relevant de la responsabilité de chacun. Nous sommes bien loin des principes défendus par Jules FERRY ou par Jean ZAY.

**3- Quel projet de société ?** Nous constatons un repli général des individus sur eux-mêmes, ou au mieux dans un cercle restreint (milieu professionnel, cross des dentistes, sans les médecins, infirmiers, etc. comme à Lyon etc.) il n'existe plus de rencontre républicaine entre ces cercles et cette société du renfermement ne peut qu'actionner le communautarisme (pas uniquement religieux). Or, c'est par le collectif que l'on peut construire un bien commun.

*Jacques QUEDEVILLE*

## Prison, la honte de la République

Le 17 octobre a été organisée à Béziers à la CIMADE (association qui aide les réfugiés) par plusieurs organismes dont ATTAC une soirée dans le cadre de la journée internationale du refus de la misère. Le thème de cette année, la prison et la pauvreté, a été nourri par un documentaire et un débat avec le président de l'Observatoire International des Prisons Gabriel Mouesca. Voici quelques caractéristiques de la réalité pénitencière.

La plupart des prisons françaises sont surpeuplées : le nombre de personnes emprisonnées augmente ; beaucoup de détenus attendent d'être jugés ; la durée des peines s'allonge. La justice devient de plus en plus répressive même pour les petits délits. Un prisonnier condamné pour un simple vol risque de cohabiter avec un individu dangereux (violent ou malade mental). Les cellules sont sales et minuscules, étouffantes.

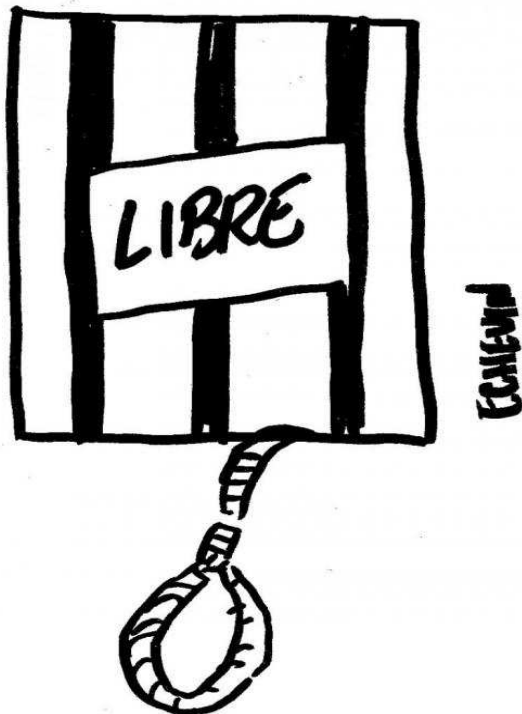
Vivre ou plutôt survivre en prison nécessite de l'argent : pour acheter davantage de nourriture, des produits d'entretien, de première nécessité, louer une télé etc. Ceux qui n'en ont pas sont encore plus réduits à l'état d'animal. D'autres peuvent travailler et reçoivent un salaire de misère car ils sont exploités. Les aides sociales perçues avant l'emprisonnement sont supprimées. La majorité des détenus sont pauvres mais peu osent se déclarer « indigents » (terme officiel) pour pouvoir obtenir un soutien matériel.

Le manque d'espace, l'insalubrité, le mélange entre différents types de détenus, la violence de certains, le bruit, le stress, les difficultés psychologiques créent une situation explosive. Chaque année plusieurs dizaines de personnes se suicident.

D'autres sont victimes de mauvais traitements de la part de prisonniers ou de surveillants et la loi du silence prévaut.

Pourquoi une telle situation ? Au moins pour trois raisons. Enfermer de plus en plus de citoyens permet à un gouvernement de rassurer un électorat inquiet et obsédé par la sécurité pour pouvoir être réélu. De plus, les détenus ne sont pas considérés par l'Etat comme des êtres humains. Enfin, les entreprises employant des individus pour un maigre salaire y trouvent leur compte. Un pas reste encore à franchir : privatiser les prisons. L'Etat n'aurait plus à se salir les mains et les entreprises disposeraient d'une main-d'œuvre servile. Nous sommes bien loin de l'image souvent véhiculée par les média de détenus seuls dans leur cellule immaculée en train de regarder tranquillement la télé...

Marielle



## GUERRE SOCIALE

« Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner ».

Warren Buffet (l'homme le plus riche du monde)

L'une des nécessités de la guerre sociale menée par la classe dominante, c'est la surveillance de toute la société pour réprimer et punir les déviants, les marginaux, les résistants qui n'entrent pas dans le moule.

Plus ce système économique produit de l'inégalité sociale et de la misère, plus les exclus deviennent nombreux, plus il faut « surveiller » réprimer et sanctionner si possible préventivement.

Tout cela devient possible grâce aux progrès techniques. De plus cela entraîne l'apparition de nouveaux marchés en pleine expansion...ce qui par les temps qui courent où le Capital s'essouffle à trouver de nouveaux champs d'investissements « profitables » est absolument merveilleux.

D'abord la surveillance :

- la vidéosurveillance : combien de centaines de millions d'euros pour l'équipement de Paris: ah le beau marché!

- Le traçage électronique et la mise en fichier: carte bancaire, téléphone, ticket d'autoroute, nouvelle mouture d'Edwige, le STIC, la biométrie dans les établissements scolaires et bien d'autres et surtout le traitement et le croisement de tous ces fichiers qui permet la prédiction des comportements futurs et donc le repérage des individus dangereux pour « l'ordre établi », avant même qu'ils ne commettent les actes délictueux.

Il suffira donc de les traiter préventivement, pour qu'il n'y ait plus d'acte délictueux: enfin la sécurité et la paix sociale !

Mais il y aura toujours des individus qui échapperont à la surveillance et à la détection préventive, pour eux la répression l'élimination et la punition seront toujours nécessaires.

Pendant grâce au TASER, aux nouvelles grenades lacrymo, aux matraques électriques, on pourra « traiter » humainement les manifestants ou les jeunes indisciplinés des quartiers.

Puis grâce aux nouvelles prisons privées, gérées par les chaînes hôtelières on pourra sanctionner les récalcitrants en les soumettant au travail forcé (et là quel joli taux de plus value!).

Voilà la future société calme et apaisée à laquelle rêvent les possédants.

Ce n'est pas la nôtre, raison pour laquelle le groupe ATTAC BEZIERS participe avec bien d'autres organisations au comité de vigilance contre les dérives sécuritaires.

Nous avons du pain sur la planche!

François MUSELET



## Évolution du Droit Européen et conséquences pour l'Europe Sociale

Une trentaine de personnes venues écouter Pierre Khalfa ce jeudi 25 septembre, et quasiment personne d'extérieur au comité local...

Autant dire que, malgré les contacts pris avec les unions locales, avec les partis politiques, avec les journaux, et même avec les comités locaux voisins, nous n'avions pas su expliquer l'importance du sujet traité.

C'était sans doute trop austère comme titre, cela fleurait la prise de tête pour spécialistes du droit communautaire...

N'empêche que les quatre arrêts pris, entre décembre 2007 et juin 2008, par la Cours de Justice Européenne, la plus haute instance juridique en Europe, sont loin de ne concerner que les spécialistes...

Ces quatre arrêts (VIKING, LAVAL, RÜFFERT, COMMISSION contre LUXEMBOURG) se révèlent avoir une importance capitale pour l'ensemble des mouvements sociaux européens. Les juges y ont contredit toutes leurs décisions antérieures qui reconnaissaient que les questions de droit du travail relevaient des différents Etats. Ils ont établi une nouvelle jurisprudence qui subordonne le droit du travail des différents Etats au seul droit communautaire existant, celui qui trouve son origine dans le droit à la concurrence.

Ce risque là nous l'avions pressenti, c'est l'une des raisons qui nous a conduits à faire campagne pour le non au référendum de 2005, à soutenir nos amis irlandais dans leur rejet du clone du traité constitutionnel européen, à mener campagne avec les autres Attac d'Europe pour que soit respecté le no irlandais.

Le fait nouveau c'est que sans même que les politiques fassent revoter les Irlandais ou contournent leur refus, les juges ont considéré pouvoir trouver dans les textes déjà existants, la primauté de la concurrence libre et non faussée sur tout autre chose.

Ces quatre arrêts sont éminemment politiques! Ces juges ont dit le Droit (et il n'existe pas d'appel, de cassation possible) et ce droit « nouveau » nous est défavorable! C'est « tombé » cette fois sur le droit du travail, cela aurait pu tomber sur d'autres aspects du droit social. Gageons même qu'en l'absence de réactions politiques, sociales, et de mobilisations, la Cours de Justice Européenne, la Commission et nos propres gouvernants ne poseront aucune limite à la primauté du « Droit commercial ».

Nous avons fait venir un syndicaliste (responsable national de l'Union syndicale Solidaires), membre du Conseil Scientifique d'Attac, pour voir au lendemain du Forum Social Européen de Malmö, comment s'organisait la riposte en Europe, comment nous pouvions réagir...

Mais cette partie du débat à tourné court, il aurait fallu que des camarades des unions locales soient présents pour échanger, pour expliquer comment ils comprenaient les décisions de la Cours de justice, quelles étaient les positions de leurs confédérations, quelles actions ils menaient à travers la Confédération Européenne des Syndicats...

Maintenant, ne rêvons pas, la « crise » ne va pas ralentir l'ambition des libéraux (sociaux ou ultra) de voir se poursuivre la « modernisation » de nos sociétés... Leur idéologie leur permet tout à la fois d'affirmer lorsque nos pays résistent un peu mieux que leur voisins que c'est grâce à la tournure libérale de la construction européenne, puis lorsque des difficultés deviennent incontournables, que c'est parce que nous n'avons pas suffisamment dépassé les « archaïsmes »...

On va nous le resservir le traité de Lisbonne, mixé, saucissonné, mais on va tenter de nous le faire bouffer... Notre Omni-Président, son Gouvernement et sa majorité, nous servent une bouchée de privatisation de la Poste et de réforme de l'Education Nationale. La Commission Européenne nous prépare quelques directives de derrière les fagots (semaine de travail à 68 heures, flex-sécurité, etc.), et la Cours de Justice Européenne continuera de nous assaisonner de « concurrence libre et non faussée »...

Alors que faire ? D'abord prendre la mesure de l'adversaire et construire des résistances à l'échelle européenne, ensuite ne pas oublier que le Droit est Politique et qu'en fonction des rapports de forces existants, c'est dans les parlements qu'il s'écrit...

C'est assez dire l'importance considérable des élections européennes du printemps prochain !

Bien sûr il faudra se souvenir du 4 février 2007, et barrer la route aux congressistes qui ont permis la ratification française du Traité de Lisbonne, mais il faudra aussi et surtout veiller à envoyer au Parlement Européen les députés qui s'opposeront à cette libéralisation voulue par nos gouvernants (et bien sûr ne pas se bercer d'illusion, en l'absence de mobilisations un député ne peut rien).

*Alain FAURE*

## ILS L'ONT FAIT !

**Ils ont osé voter le nouvel impôt AGGLO**  
(par 37 voix contre 12) !

### **Ceci est scandaleux !**

Il ne s'agit pas d'être par principe contre l'impôt...mais là, c'est trop !

Les mêmes qui lèvent l'impôt aujourd'hui disaient pour faire accepter la mise en place de l'agglomération qu'il n'y aurait pas d'accroissement des charges puisque les nouvelles compétences de l'agglomération seraient financées par les ressources correspondantes des communes membres de l'agglomération.

### **C'ETAIT DONC FAUX !**

Monsieur COUDERC et ses affidés nous disent aujourd'hui que sans nouvelles ressources, l'agglomération serait en cessation de paiement en 2009. Et en mars 2008 pendant la campagne municipale, ils ne le savaient pas ?

Ils disent que c'est à cause de la médiathèque, plus cher que prévu... à cause des banques qui n'auraient pas confirmé certains crédits pour l'opération de l'Hours... et ils découvrent cela maintenant ?

Et leur solution, c'est bien sûr d'augmenter la pression fiscale. Tous ceux qui payent la taxe foncière et la taxe d'habitation vont payer, c'est à dire tout le monde, sauf les amis du maire installés dans les zones franches....

Cette nouvelle imposition est scandaleuse à plus d'un titre.

- Parce qu'il n'y a aucune raison que la population soit taxée pour l'imprévoyance, voire l'incompétence des élus de l'agglomération,

- Parce que ce financement de l'agglomération n'entraîne pas une diminution de l'impôt directement affecté aux communes de l'agglomération,

- Parce que l'agglomération est une structure dont les membres ne sont pas sous le contrôle direct des électeurs. Le fait qu'ils se permettent de lever l'impôt est évidemment contraire à l'esprit de la démocratie;

- Parce que les impôts locaux sont socialement les plus injustes puisqu'ils frappent tout le monde de la même façon (et même davantage les familles nombreuses)

- Parce que, au moment même où la crise financière se transforme en dépression économique, où le chômage, la misère s'étendent, ce mauvais coup perpétré par Monsieur COUDERC et ses acolytes est insupportable !

*François MUSELET*

## Au temps des « barons voleurs »

Face à la crise financière qui, partie des Etats-Unis en août 2007, contamine la planète et l'économie entière, les détenteurs de gros patrimoines se tournent vers ... l'Etat, pour qu'il injecte des liquidités et éponge les dettes, et qu'il garantisse la pérennité de banques comme l'anglaise Northern Rock. Mais dès qu'il s'agit de réparer les dégâts sociaux, l'Etat providence disparaît. Comme au XIX<sup>e</sup> siècle, les « barons voleurs », grâce à leurs appuis politiques, s'en sortent bien.

*Manière de voir n° 99*

### **Entendu sur France Inter**

Un jour, à midi, sur France Inter, j'ai écouté que François Fillon disait que les 360 milliards prévus pour sauver le système bancaire ne se traduiraient pas par une augmentation d'impôts mais par « des économies ou une augmentation du déficit ».

Les journalistes ne semblent pas avoir réalisé ce qui se cache de terrifiant derrière ces paroles d'apparence anodine...

## AGENDA AGENDA AGENDA

- 13 novembre, Attac Béziers reçoit Jean-Marie Harribey (co-président d'Attac France)
- 22, 23 novembre, Assemblée Générale et Assises d'Attac France à Dijon
- 23, 24 novembre, à Marseille, mobilisation pour le droit au logement en Europe
- 27 novembre, à Bédarieux, salle Léo Ferré à 20h30 : débat et témoignages sur les femmes précaires
- 29, 30 novembre, à Paris, contre-sommet, Climat, énergie, justice sociale et environnementale
- 27 janvier au 1er février, Forum Social Mondial à Belem
- Contre G8 au printemps en Italie
- FSE en Turquie en 2010

**Résistances** est un art collectif. Supplément à Ligne d'ATTAC. Envoyez vos articles pour le prochain journal à [serge.rec@free.fr](mailto:serge.rec@free.fr) ou à A Fauré, 19 chemin du Mas Bouran, 34290 Servian